

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française – Nominations

A.Gt 22-12-2022

M.B. 22-05-2023

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Monsieur Jean-Yves CHARLIER est nommé, par avancement de grade, au grade de directeur adjoint - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Madame Laetitia DE FAYS est nommée, par avancement de grade, au grade de directrice adjointe - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Madame Sylvie GAILLARD est nommée, par avancement de grade, au grade de directrice adjointe - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Madame Marie GOEMAERE est nommée, par avancement de grade, au grade de directrice adjointe - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Madame Letizia SACCARDO est nommée, par avancement de grade, au grade de directrice adjointe - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Monsieur Malik SNOECK est nommé, par avancement de grade, au grade de directeur adjoint - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2022, Monsieur Jean-Jacques WONDO OMANUYNDU est nommé, par avancement de grade, au grade de directeur adjoint - catégorie du grade : administratif - groupe de qualification : 1 le 1^{er} janvier 2023.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, une requête signée et datée peut être introduite contre chacune de ces nominations endéans les soixante jours après cette publication.

La requête identifiant les parties ainsi que l'acte attaqué et exposant les faits et moyens doit être envoyée sous pli recommandé à La Poste au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

Toute personne justifiant d'un intérêt peut obtenir une copie conforme de ces arrêtés de nomination auprès de la Direction générale de la Fonction publique et des Ressources humaines du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.